

- 9 MARS 2023

**Arrêté préfectoral complémentaire
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de
calcaire et de l'installation de premier traitement des matériaux,
situées lieux-dits *Travers de Boussou* et *Boussou*
du territoire de la commune de Lacaune.**

Le préfet du Tarn,

Vu le code de l'environnement et notamment :

le livre I – titre VIII, parties législative et réglementaire, relatifs aux procédures administratives ;

le livre II – titres I et II, parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;

le livre V – titre 1^{er}, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;

Vu le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 autorisant l'exploitation d'une carrière de calcaire et d'une première installation de traitement des matériaux lieux-dits *Travers de Boussou* et *Boussou* sur la commune de Lacaune ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 novembre 2012 autorisant le transfert de l'autorisation d'exploiter du 23 août 2006 au bénéfice de la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE domiciliée au 345 rue Louis de Broglie – 13100 Aix en Provence ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2021 autorisant le transfert de l'autorisation d'exploiter du 23 août 2006 au bénéfice de la société SAS COLAS France domiciliée 1 rue du colonel Pierre Avia – 75015 Paris ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2022 portant changement d'exploitant de la carrière de calcaire située lieux-dits *Travers de Boussou* et *Boussou* sur le territoire de la commune de Lacaune, au bénéfice de la société GARENQ INDUSTRIES ET SERVICES domiciliés lieu-dit *Boussou* 81230 – Lacaune ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation des installations autorisées par l'arrêté préfectoral susvisé du 23 août 2006, déposé le 15 octobre 2021 en préfecture du Tarn, et complété le 2 août 2022 ;
- Vu** la lettre du 2 septembre 2022 adressée à Monsieur le préfet du Tarn, par laquelle Monsieur Xavier GARENQ gérant de la société GARENQ INDUSTRIE ET SERVICES, reprend pour le compte de sa société le dossier de porter à connaissance susvisé ;
- Vu** la décision du 21 février 2023 de non soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas de la demande d'extension du périmètre autorisé ;
- Vu** le courrier adressé le 8 février 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 24 janvier 2023 ;

Considérant que l'extension du périmètre autorisé de 5,4759 ha concerne des terrains fortement anthropisés de la zone sud du site et la surface occupée par les installations de traitement et de stockage des matériaux ;

Considérant la renonciation de l'emprise exploitable en zone nord du site portant sur une surface de 3,7257 ha de la parcelle cadastrée section H, n° 827 du lieu-dit *Travers de Boussou* ;

Considérant que l'extension du périmètre autorisé a fait l'objet d'un examen au cas par cas et d'une décision de non soumission à évaluation environnementale ;

Considérant que le principe de remise en état est inchangé et qu'elle sera modulée avec la quantité de déchets inertes externes qui seront disponibles ;

Considérant que les productions moyennes et maximales demeurent inchangées à 150 000 t et 200 000 t/an ;

Considérant que l'extension à 15 m de la hauteur des fronts en exploitation fait l'objet d'une surveillance géotechnique bisannuelle ;

Considérant que les cotes minimales d'extraction sur les zones nord et sud sont inchangées ;

Considérant que le phasage de l'exploitation est adapté à la redéfinition des zones exploitables ;

Considérant que les garanties financières sont ajustées au nouveau phasage de l'exploitation ;

Considérant les mesures prises pour réduire les impacts de l'exploitation sur les espèces et habitats identifiées lors du diagnostic écologique réalisé en 2020 (campagnes d'inventaires en 2019) ;

Considérant que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Arrête

Article 1 : Surface autorisée

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2 : *La société GARENQ INDUSTRIE ET SERVICES, domiciliée lieu-dit « Boussou » à Lacaune – 81230 est autorisée à exploiter une carrière de calcaire et une installation de traitement des matériaux sur les parcelles suivantes :*

Zone nord			
81230 Lacaune, lieu-dit	Section	Parcelle n°	Surface (m ²)
Travers de Boussou	H	827(p)	12 525
Travers de Boussou	H	1028	1 440
Travers de Boussou	H	1344	14 837
Boussou	H	1351 (p)	3 670
Surface de la zone nord :			32 472
Zone sud			
Travers de Boussou	H	824	59 270
Travers de Boussou	H	825	29 970
Travers de Boussou	H	826	130
Travers de Boussou	H	1155	19 265
Boussou	H	1346	2 538
Boussou	H	1347	12 992
Surface de la zone sud :			124 165
Surface totale :			156 637

Le plan cadastral correspondant figure en **annexe 1**.

Article 2 : Renonciation

Une partie de la parcelle n° 827, section H, lieu-dit « Travers de Boussou » fait l'objet d'une renonciation d'exploiter.

*Elle couvre une superficie de 37 257 m², selon le plan en **annexe 1 bis**.*

Article 3 : Classement des activités

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 3 : *Les activités exercées sur le site relèvent :*

1. *pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :*

Rubrique nomenclature ICPE	Description	Élément caractéristique	Régime
2510 - 1	Carrières (exploitation de), 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Matériaux : calcaire Superficie : 15,6637 ha. Production annuelle moyenne : 150 000 t. Production annuelle maximale : 200 000 t.	Autorisation
2515 – 1 - a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.	Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant de 536,5 kW	Enregistrement

2. pour l'activité suivante au titre de la loi sur l'eau (nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement) :

Rubrique nomenclature loi sur l'eau	Description	Élément caractéristique	Régime
2.1.5.0 - 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant de 15,6637 ha	Déclaration

Article 4 : Productions autorisées

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4 : La production annuelle moyenne est de 150 000 tonnes et la production annuelle maximale de 200 000 tonnes.

Article 5 : Conduite de l'exploitation

Les dispositions des articles **CE 6 à CE 10** de l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article CE 6 : L'exploitation porte sur la totalité du gisement exploitable, avec une cote minimale en fond d'excavation de 760 m NGF sur la zone sud et une cote minimale en fond d'excavation de 830 m NGF sur la zone nord.

Article CE 7 : L'exploitation est réalisée selon les plans de phasage annexés (**annexes 2 et 3**). Le réaménagement est réalisé de façon coordonnée à l'extraction.

Article CE 8 : Les travaux d'exploitation respectent les points suivants :

- ils sont réalisés en fouille à sec , avec l'utilisation d'explosifs et création de fronts de taille d'une hauteur maximale de 15 m ;
- un suivi géotechnique à l'avancement de l'exploitation est réalisé tous les deux ans ou lorsqu'une instabilité dans le massif exploité est décelée. Ce suivi est destiné à évaluer si les travaux d'extraction peuvent se poursuivre avec des fronts de taille de hauteur maximale de 15 m. Il est réalisé par un bureau d'étude spécialisé en géotechnique et donne lieu à un rapport qui est transmis à l'inspection des installations classées dès son édition. Ce rapport modulera le cas échéant les paramètres de l'extraction (hauteur des fronts, largeur des banquettes, etc.) afin d'assurer la stabilité du massif rocheux qui est en cours d'exploitation ;
- les engins traverseront le chemin rural de Boussou pour faire la liaison entre les zones nord et sud de la carrière. L'exploitant met en place une signalisation adaptée garantissant la sécurité et la priorité aux usagers de ce chemin rural.

Article CE 9 : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article CE 10 : Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit.

Article 6 : Remise en état

Les dispositions de l'article **CE 12** de l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article CE 12 : La remise en état est réalisée conformément aux engagements pris dans le dossier de porter à connaissance déposé le 15 octobre 2021 à la préfecture du Tarn, puis complété et redéposé le 2 août 2022.

En voici les principales caractéristiques :

Sur la **zone nord**, les fronts résiduels sont conservés et talutés.

Le carreau situé à la cote 830 m NGF présente une pente d'environ 1 % dirigée vers l'Ouest.

Les terrains sont recouverts de la terre végétale issue du site permettant de retrouver l'aspect prairial prévu initialement.

Des bosquets composés unitairement d'une dizaine d'arbres (prunellier, amandier, cornouiller sanguin, sorbier, noisetier, érable, frêne) sont plantés et répartis uniformément sur la zone.

Sur la **zone Sud**, à minima, le fond de fouille est conservé en l'état avec deux plateaux à 775 m et 770 m NGF et une cuvette à 760 m NGF

En fonction des quantités de matériaux inertes externes disponibles, ce fond de fouille est partiellement remblayé pour former une cuvette en pente douce dirigée vers le Sud de direction Nord-Sud depuis la cote 790 m NGF en partie haute, vers la cote 760 m NGF en partie basse.

Ce point bas récupère les eaux de pluie favorables à l'Alyte accoucheur. Le niveau de l'eau est variable en fonction des précipitations et est limité par infiltration et évaporation (pas de surverse vers l'aval).

Dans tous les cas, les terrains sont recouverts de la terre végétale issue du site permettant de retrouver l'aspect prairial prévu initialement.

Tous les fronts résiduels sont talutés de façon plus ou moins adoucie dépendant de la quantité de matériaux inertes externes disponibles et de la largeur des banquettes résiduelles.

En partie nord de la zone extraite les installations sont démantelées et les stocks de produits finis sont évacués.

Des bosquets composés unitairement d'une dizaine d'arbres (prunellier, amandier, cornouiller sanguin, sorbier, noisetier, érable, frêne) sont plantés et répartis uniformément sur la zone.

La remise en état est conforme aux plans et coupes figurant aux **annexes 4 et 5** variant en fonction de la quantité de matériaux inertes qui seront disponibles.

Article 7 :

Les dispositions de l'article **CE 15** de l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé sont abrogées.

Article 8 : Mesures en faveur de la biodiversité

le titre « **Mesures environnementales pour la protection de la biodiversité** » annexé à l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé est inséré avec les dispositions suivantes :

Article ME 1 : la période d'abattage des arbres est autorisée de septembre à novembre.

Avant chaque campagne d'abattage, un écologue repère dans les arbres destinés à être abattus la présence éventuelle de cavités pouvant abriter des chauves-souris ou des Gobe-mouches noirs.

L'exploitant assure la traçabilité des passages de l'écologue, des résultats des contrôles et des dispositions prises lorsque des cavités sont découvertes.

Article ME 2 : en partie basse de la zone sud du site (niveau bas du carreau de l'exploitation), l'habitat de l'Alyte accoucheur est préservé lorsque la carrière est en exploitation, puis maintenu dans le cadre de la remise en état finale.

Article 9 : Garanties financières

Les dispositions des articles **GF 1 à GF 4** de l'arrêté préfectoral du 23 août 2006 susvisé sont remplacées par les dispositions **GF 1 à GF 5** suivantes :

GF 1 : Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période.

Le montant des garanties financières mentionné ci-après est indexé sur l'indice TP 01 – base 2010 du mois de novembre 2022 : 127,3.

Ce montant est de :

Période	Montant
Phase 4 : du 23/8/2021 au 22/8/2026	237 825 €
Phase 5 : du 23/8/2026 au 22/8/2031	154 408 €

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

GF 2 : Renouvellement et actualisation des garanties financières

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins **6 mois** avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

L'actualisation du montant des garanties financières interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article **GF 1** ci-dessus ;
- augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans.

L'actualisation des garanties financières est réalisée systématiquement par l'exploitant sans demande de l'administration. Elle est conforme à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées au premier alinéa du présent paragraphe. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article **GF 4** ci-dessous.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières. Elle est portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

GF 3 : Appel des garanties financières

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

GF 4 : Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

GF 5 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation après que les travaux de remise en état tels que définis dans le présent arrêté et couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

La constatation de la conformité de la remise en état de la carrière est faite par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspection des installations classées et après avis du ou des maires des communes d'implantation de la carrière.

Le préfet lève l'obligation des garanties financières par un arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées.

Article 10 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° du l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Article 11 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Lacaune en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Lacaune dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

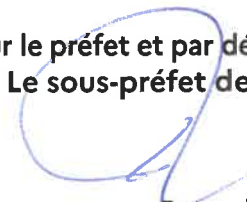
Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée identique.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Lacaune sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifié à la société GARENQ INDUSTRIES ET SERVICES à Lacaune.

Fait à Albi, le - 9 MARS 2023

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



François PROISY